



CENTENAIRE DU P.C.

Conditions et Contradictions de l'unité du Communisme en France

ou

1 se divise en 3,

Suite à la crise du Mouvement Communiste International et dans le cadre de leur centenaire pour les français, les communistes qui ne veulent pas renoncer à leurs valeurs comme à leurs principes sont aujourd'hui conduits à requestionner les origines et fondements de leur doctrine. Ils s'interrogent aussi sur la direction et le sens dans lequel il convient de tirer le fil de l'écheveau des contradictions naturelles mais aussi sociales et sociétales qui se présentent à eux et les traversent, à l'échelle nationale comme internationale.

La dialectique, en particulier la dialectique marxiste, considère qu'un objet de connaissance se divise en son essence en deux parties, il est une unité de contraires : « 1 se divise en 2 » est un célèbre aphorisme du communiste marxiste Mao - Tsé - Toung.

Cependant le rebours de cet aphorisme met en avant qu'il peut y avoir une confusion concernant le résultat et le contenu de l'unité, car l'unique est à la fois synthèse mais aussi dépassement des deux contraires qui le constituent.

L'exposition classique de la méthode dialectique, qui a pour finalité la construction cet unique, pose donc qu'un objet, une thèse, existe à laquelle peut se confronter, « s'opposer », se « rencontrer », un autre objet conceptuel, qui devient son antithèse, et que les deux se « réconcilient » en une synthèse, qui les « résout » ou plus sûrement les « dépasse ».

La réalité matérialiste affirme donc que dans sa construction d'objet, ce n'est pas 2 qui se rassemblent en 1, mais 1 qui résulte de 3.

A) Les 3 courants idéologiques des sociétés humaines :

Le **Progressisme** est une représentation sociale d'un mouvement qui souhaite évoluer vers le mieux être et le bonheur de l'humanité au moyen du progrès des **statuts, fonctions, et rôles** des être humains. Ceci essentiellement en extrayant ces catégories de leur forme première d'existence, notamment leur forme primitive biologique, il utilise pour cela, la double existence de relations sociales et de rapports sociétaux, pour montrer en quoi ils ne sont pas essentiellement biologiques et éthologiques. Le **Réactionnarisme** est le mouvement contraire, qui considère que vouloir faire échapper l'humanité à ses conditions premières ne peut conduire qu'à des illusions sur le pourquoi d'une existence naturelle et nécessaire, de dominants et de dominés, au sein du vivant. Pour ce courant, il faut au contraire favoriser le retour à cet état de fait, car le naturel est ce qu'il y a de plus social pour construire une harmonie du sociétal qui sera toujours et nécessairement hiérarchisée. Le **Conservatisme**, lui entend prendre en compte la défense du moment actuel, il porte sa réflexion sur les conséquences d'une confrontation des deux mouvements contraires qui pousseraient par leurs « excès » à la désagrégation du point de vue adverse, souhaitant leur disparition réciproque. Le conservatisme se présente donc comme une synthèse formant un équilibre de points de vue qu'il s'agit de préserver, il considère que les points de vue opposés ne constituent pas des

contradictions antagoniques, nécessitant la disparation d'un des pôles, mais seulement un compromis social naturel, qu'il est dangereux de remettre en cause.

Issue du Progressisme, toute stratégie communiste, en son mouvement dialectique, doit donc prendre en compte l'histoire de ses origines tant dans son expression théorique que dans son champ Politique.

Le Communisme est le produit logique, historique et dialectique du Progressisme qui s'est divisé lui même en 3 stades : **le Républicanisme, le Social-Démocratisme, le Communisme.**

Le Communisme moderne est de façon dominante d'origine marxiste. Il résulte d'un approfondissement - dépassement des deux autres phases qui l'ont précédé. Il s'est appuyé sur une mise en pratique de la Politique par la forme parti, dont a résulté 3 expressions de partis politiques : **les républicains, les sociaux-démocrates, les communistes.**

Cependant dans l'histoire, il a existé d'autres formes d'expression du Communisme car cette idée n'est pas uniquement née de la grande mayotique historique du Progressisme mais elle est aussi le produit d'apparitions spontanées de sociétés ou institutions qui en ont éprouvé le besoin : sociétés primitives, féodales, religieuses, micro- communautés, etc. On parle à leur sujet de socialisme ou communisme utopique.

Si on couple Le Politique à la politique, on obtient un tableau croisé dynamique débouchant pour chacun des 3 courants, sur 3 grandes Stratégies produits des 3 valeurs du Progressisme, Nous en avons étudié quelques origines et conséquences, sur notre site **Débat Communiste Ouvrier . wix**

LE PROGRESSISME ET SES 3 MOMENTS HISTORIQUES

Le Politique	→	Républicanisme	<i>Social - Démocratisme</i>	Communisme	
La Politique	↓	Droite (Liberté) Circulation	<i>Centre (Fraternité) Répartition</i>	Gauche (Egalité) Production	
Républicains	Droite	Centre	Gauche		
<i>Socialistes</i>		<i>Droite</i>	<i>Centre</i>	<i>Gauche</i>	
Communistes			Droite	Centre	Gauche
Stratégies Communistes			Front Populaire	Front Unique	Classe Contre Classe

Si nous nous intéressons au courant Communiste, celui qui nous préoccupe, ces stratégies sont toutes celles que nous avons élaborées dans l'avant guerre : **Le Front-Populaire (3), le Front-Unique (1), le Classe contre Classe (2)**. Apparue dans l'ordre historique 1, 2, 3.

3 stratégies, donc, elles mêmes couplées à 3 leviers : **Le Parti (2), le Syndicat (1), Le Conseil ouvrier (3)**. Apparue dans l'ordre historique : 1, 2, 3.

Mais pas partout pour la forme d'organisation (3). Par exemple il n'y a pas eu de Conseils Ouvriers en France, si l'on excepte quelques embryons, qui ont laissé peu de traces sauf peut-être en Alsace.

3 formes organisées de la Politique cherchant à résoudre les contradictions portées par 3 instances (paradigmes) de saisie d'une population donnée : **le Genre** de sources [*bio-psychologie, idéologique, culturel*], **la catégorie ou strate sociale de sources** (*psycho-sociologie*), **la classe sociale de sources** (*sociéto-Economique*).

Comme je l'ai rappelé dans la série d'articles consacrés au progressisme sur D.C.O. Le Progressisme en ce qu'il s'oppose au Conservatisme et surtout au Réactionnarisme, se présente comme une maïeutique d'accouchements comparables à 3 matriochkas, le Républicanisme a historiquement accouché sur sa gauche du Social-Démocratisme qui lui-même est la source principale (mais non unique), toujours à gauche, du Communisme.

Le Républicanisme, parce qu'il contient en puissance, en lui, les deux stades suivants a fait sien le triptyque de devises : *Liberté, Egalité, Fraternité*.

Un triptyque d'essence diachronique, mal posé de façon synchronique puisqu'il s'inspire largement des 3 courants. La devise devrait donc être :

- **Liberté** : **circulation**, « **Républicanisme** »,
- **Fraternité** : **répartition**, « **Social-Démocratisme** »,
- **Egalité** : **Production**, « **Communisme** ».

Le Républicanisme :

La Liberté est liée au sujet de droit, en référence à sa possible **Circulation** (en matière économique la fameuse «*Libre circulation des hommes et des marchandises* », et donc conséquemment, elle est liée à la **Réalisation**, qu'autorise la circulation, car elle en exprime la métamorphose. Celle de l'homme en marchandise, *du sujet en objet*, mais aussi et c'est ce que mettent beaucoup moins en avant les thuriféraires du sujet de droit, *de l'objet en sujet*. Dans cette représentation des choses, l'Entreprise, devient un « « acteur » juridique, pourvue d'une « Personnalité ». A l'inverse, le sujet salarié par la vente de sa force de travail devient un moyen de travail à l'égal des machines, il s'objectivise.

Sous le **Républicanisme**, sur le marché et par le marché, nous devenons tous des sujets de droit, autrement dit des propriétaires, sinon il n'y aurait pas de loi de la valeur. C'est ce qu'exprime la formule A-M-A. Argent- Marchandise- Argent. On ne peut vendre que ce que l'on possède, y compris donc sa force de travail. La République, conséquemment, porte son attention sur la Sécurité car elle tient comme nous venons de le voir au centre de son dispositif comme « fondement » de l'homme : la Propriété. Elle considère comme vitale de mettre en « sécurité » les biens et les personnes, dont les forces productives du mode de production dominant, objets et moyens de travail, les biens et services de production, mais aussi la force de travail. L'idéal républicain a donc tendance à survaloriser *la sacralité* des **Organisations** qui permettent la reproduction de cette situation, assurant à la République une base **Institutionnelle**. L'Appareil d'Etat, en particulier *l'Appareil Répressif d'Etat*, rend possible une telle tâche, en devenant le bras armé d'une action de sacralisation que la République lui confère, c'est au sein de ses administrations qu'un état-civil est délivré aux individus, leur assurant par là même une Personnalité, par attribution d'un Etat-Civil. La sacralité, qui nous vient d'institutions pré-républicaines d'origines Monarchistes déistes,

a été « laïcisée », au moyen de la « sanctification » des Institutions Républicaines. Ce n'est plus comme dans le système féodal- royal une personne incarnant un pouvoir qui est sanctifiée, cela devient l' « Etat » Républicain.

Le Social-Démocratie :

La Fraternité support principal du Social-Démocratie est liée, elle, à l'**Affectation** (types et natures des ressources et moyens mis à disposition des êtres humains) et donc par là même à la **Répartition** et sa justice.

Le Social-Démocratie porte donc essentiellement son attention sur la reproduction de la force de travail, ce que l'on appelle les politiques de socialisation de cette force. Politiques sociales, assistanat, non marchandisation, justice de répartition, etc.

Le Social-Démocratie souhaite donc (valeurs, croyances) une intervention de tout ce qui peut extraire la force de travail d'un rapport direct et brutal avec sa mise en exploitation. L'**Etat** apparaît comme un instrument possible d'une telle politique, puisque dans son mode de fonctionnement n'y règne pas de rapports marchands (fonctionnariat). Le Social-démocratie veut l'extension du **rôle**, de la **fonction** et du **statut**, de l'Etat Répressif (restreint) républicain à l'Etat Social (large), mais l'Etat n'est pas le seul vecteur possible de lutte contre l'expression privée de la propriété, les associations, les coopératives, le tiers-secteur, etc. apparaissent eux aussi comme des formes institutionnelles de résistance. Car ce qui intéresse Le social-Démocratie, c'est moins l'*Institutionnel* qui reste trop lié aux limites du Républicanisme, que l'*Organisationnel* qui permet de rendre aux acteurs, une liberté d'auto-construction. Si le Républicanisme insiste sur l'autonomie des *structures* institutionnelles, le social-Démocratie met lui l'accent sur les *fonctions* organisationnelles. (Voir nos articles sur D.C.O).

Pour le Social-Démocratie, c'est le sujet qui crée l'**Organisationnel** et éventuellement le « sacralise » en **Institutionnel**. Là encore, comme pour les 3 courants des sciences politiques, le tableau croisé dynamique des 3 organisations s'y référents donne lieu à 3 stratégies et dans l'histoire de la social-démocratie, comme forme organisée de la politique, sa Droite, son Centre et sa Gauche ont plus ou moins mis l'accent sur telle ou telle partie du Social-Démocratie comme doctrine politique.

La **Droite social-démocrate** se confondant, comme le tableau le montre, avec le référentiel du Centre Républicain, elle en partage donc de nombreuses valeurs, notamment celles des partis bourgeois proto-capitalistes dits : partis « *centristes* ». Elle est donc, comme tous les courants présents dans cette colonne, au centre du dispositif de l'idéologie bourgeoise et son idéal de « *Libre circulation des hommes et des capitaux* ». C'est dans cette colonne que l'on croise à la fois les tenants de la création d'une Union Européenne, mais aussi les détenteurs des moyens matériels de la circulation, en particulier le capital monétaire, et conséquemment une partie du capital financier. Le « *Centre* », qu'il vaudrait mieux appeler « *Centrum* » (en référence à leur mentor le plus puissant, à l'origine du projet américano-allemand d'une Europe « autonome », et qui a sa source en Allemagne), constitue donc une *alliance particulière de la finance et de la boutique* (l'entrepreneur partisan de « la libre concurrence »), ses représentants sont les concepteurs naturels de l'idéologie bourgeoise, mais ils peuvent en refuser, à certains moments, les conséquences. Par exemple, ils peuvent s'opposer à son stade monopoliste, stade que porte en elle l'aile **Droite des Républicains**, car

ce stade du capitalisme contrecarre dans ses effets « la libre circulation des hommes et des capitaux » [rente monopoliste].

La Droite Républicaine, à l'opposé, représente les intérêts de la fraction dominante du capital monopoliste. Ce capital souhaite bloquer l'arrivée de nouvelles couches bourgeoises au partage du gâteau des profits [suivant sa défense de la forme pyramidale de la hiérarchie sociale qui plus elle serait à angle aigu plus le ruissellement serait important]. Mais ce groupe a besoin d'une base de masse pour accéder à la gestion des affaires politiques. Plus il bloque la situation réelle des agents économiques dans leur volonté d'ascension sociale, plus cette droite doit leur accorder en compensation de « victoires » aux valeurs symboliques et idéologiques, comme débouchés à leurs frustrations. Elle flirte donc avec le **Réactionnarisme extra-parlementaire**, sur ses thèmes idéologico-culturels (nationalisme, survalorisation des catégories pré-républicaines (individu biologique, ethnies, communautés, dont les religieuses, etc.). Ceci lui redonne une base de masse que son positionnement réel dans les rapports de production lui refuse.

C'est pourquoi, si l'aile **Droite du Republicanisme** est **conservatrice-réactionnaire**, par défense de ses positions dominantes, comme représentante de l'aile financière de la bourgeoisie monopoliste, l'aile **centriste** est **Conservatrice-« Moderniste »**, car sa position l'oblige pour satisfaire à son besoin de conquête d'une position hégémonique à se présenter comme « **Progressiste** ».

Mais ce progressisme qui se cache derrière le slogan « **moderniste** » de « **l'égalité des chances** » cache mal le rapport qu'il entretient avec le point de vue réactionnaire qui biologise une prétendue source humaine de production des chances : les « **dons** ». Comme de façon concomitante, il « biologise », la réalité de la mise en œuvre des activités humaines : au moyen du marché économique, qu'il considère comme le lieu « naturel » de la socialisation humaine.

On voit également, clairement, grâce à ce tableau que la **Droite Social - Démocrate** se situe à droite de la **Gauche Républicaine**. C'est pourquoi elle est au cœur du dispositif bourgeois idéologiquement appelé : **Social-Libéralisme**.

Le Communisme

Le dernier stade, courant, etc. (tout dépend du niveau auquel on l'appréhende) est le Communisme, il est l'expression politique de **l'Égalité**. Il prend sa source dans **la Production**, autrement dit, dans **la Division Technique et Sociale du Travail**, qui en fixe les possibilités de développement ainsi que les conditions de mise en œuvre.

Lui aussi donne naissance en son sein à 3 **courants** de **L'Égalité** (Républicain, Social-Démocrate, Communiste) qui impriment leurs marques sur la forme organisée de la politique que constituent les partis communistes existants, ceux-ci peuvent se transformer, si les contradictions ne sont pas résolues, en 3 **tendances** avant qu'ils ne deviennent, par possible indépendance, 3 **fractions**.

Avec l'interdiction des tendances, expression organisée d'un collectif, dans le Mouvement Communiste International, ceci depuis Staline, alors que Lénine les avait simplement « suspendues » au moment du 10^{ème} congrès du PCR(b), cette réalité inévitable qui traverse tous les courants du Politique et de la politique a été, elle, réduite à être « **psychologisée** ». En effet, ne pouvant plus être « **objectivée** » en expression publique (courants, tendances,

fractions), elle a été conduite à se maintenir pour chaque militant pris individuellement dans ses choix et présupposés idéologiques comme politiques. Chaque militant peut ainsi avoir, sur tel ou tel sujet, des comportements issus des 3 instances du Progressisme, quand ce n'est pas parfois du Conservatisme voire du Réactionnarisme, qui eux-mêmes se divisent en 3. C'est ce que des camarades ont tenté d'articuler (ex : Gérard Molina et Yves Vargas. Dans leur ouvrage « Dialogue à l'intérieur du parti communiste » chez F. Maspéro) comme possible moyen de résolution des contradictions de la réalité de la direction-gouvernance de Georges Marchais, alors que le droit de tendance (objectivisme politique) était toujours refusé, c'est l'individu (subjectivisme) qui se retrouvait traversé par elles. Cette analyse sous-entendait que c'est le comportement individuel qui devait être principalement analysé pour être modifié.

La « **Droite** » communiste est l'image dans la pratique communiste de l'idéal type de la liberté du sujet, concept issu du *Républicanisme*. Elle est sensible aux **conditions de production de la forme « sujet »**. La libre circulation du sujet s'impose comme idéal type de l'Égalité des sujets entre eux. S'ils sont égaux en droit, notamment en droit de circulation, on peut considérer qu'ils forment un collectif, une collectivité. Le collectif est donc présent, comme dans toutes les formes d'expression de la doctrine Communiste, mais ici, c'est un collectif issu de l'égalité des individus par droit naturel. En ce sens la « **Droite** » **Communiste** est sourcilieuse de tout ce qui peut chercher à vouloir transcender le droit naturel du collectif humain pour le faire dévier. Par exemple, quand une société socialiste ou communiste survalorise un individu dans son histoire. Le « *Culte de la Personnalité* », est ainsi devenu le concept clé du dispositif idéologique de cette fraction, ainsi que de l'analyse et l'explication des déviations des sociétés socialistes. Dans cette représentation idéologique, ce phénomène est une déviation car il est précisément en rupture avec les principes intransigeants du Républicanisme, qui veut qu'il n'y ait principe honorifique, que modéré, et incarnant l'une au moins des 3 valeurs de la République. La survalorisation, d'un théoricien ou d'un praticien apparaissant donc comme contraire aux principes du Républicanisme de gauche que portent tous les acteurs de cette colonne, droite communiste, mais aussi Centre des Sociaux - Démocrates, ou encore, Radicaux- Socialistes conséquents (Jean-Moulin, Pierre Cot, etc ;), ainsi que les Républicains souverainistes de gauche (Gaullistes de gauche, etc.). Ces derniers bien sûr peuvent valoriser le rôle d'un individu mais en ce qu'il incarne des valeurs universelles de l'idéal Républicain (De Gaulle sauveur de la République en 39- 45, face au pouvoir personnel d'un individu antirépublicain : Philippe Pétain).

Il y a bien ici rupture du Progressisme vis à vis des deux stades contraires que sont le **Conservatisme** et le **Réactionnarisme**. Ces derniers valorisent la place de l'individu dans l'histoire, ils font des dirigeants et des membres des classes dirigeantes des « dominants » « naturels », par réintroduction de leurs qualités biologiques, culturels ou symboliques. Leur « leader », sujet anti-progressiste, est en général soit un sujet issu du « divin », ou un sujet produit de l'exercice d'une force brute, naturelle, ou prédestinée : « Un sang pur, bleu, une race, communauté, etc. » ou encore un individu ayant des qualités psychologiques ou intellectuelles telles, qu'il est « naturel » qu'il dirige.

La Droite Communiste est aussi extrêmement sensible, au *néo-kantisme*, à ce retour à un Kant d'après Hegel-Marx, en ce sens que Kant et sa paix perpétuelle est à l'origine du pacifisme (à l'opposé de Hegel qui a inspiré, lui, des traités sur la guerre comme continuation de la politique par d'autres moyens, ex : Clausewitz et son ouvrage « De la Guerre »).

Le Républicanisme de Gauche, et avec lui la droite Communiste, qui fait partie de ce bloc idéologique, sont donc à l'origine des organismes internationaux nés des conflits et chargés

d'en éviter la reproduction. Ils sont à l'origine de la *déclaration universelle des droits de l'homme* (gauche américaine et gauche française). La droite communiste est attentive au discours caritatif et à tout ce qui permet sa diffusion, entre autre, les associations dont les O.N.G. Mais aussi tout ce qui porte les valeurs de l'O.N.U : l'U.N.I.C.E.F, la C.N.U.C.E.D, la Cour Européenne des Droits de l'Homme etc. Pour le P.C.F, c'est à travers son courant de droite, que celui-ci entretient un rapport privilégié avec ces **Institutions**, et plus généralement avec toute les Institutions, dont il s'agit de conforter le caractère démocratique.

Ce courant, sur la dernière période, a été à l'origine de l'inversion de la motorisation de la relation entre le parti et « ses » organisations de masse : Secours Populaire, MRAP, Mouvement de la Paix, etc. Des O.N.G qui a leur création dépendaient des représentations (valeurs, croyances) impulsées par l'organisation (P.C.F). Par l'inversion idéologique des valeurs, l'organisation se voit elle-même, aujourd'hui, soumise à leurs représentations, où c'est l'Individu en ce qu'il est un Etre Humain, ou mieux encore, une Personne qui doit occuper aujourd'hui la première place. La lutte pour le Communisme y devenant la lutte pour la libération des Personnes, contre l'oppression de tous les « systèmes »

Pour l'histoire (1) :

On se souviendra que c'est au moment de la *conférence du P.C.F d'Argenteuil en 66*, que cette aile droite, portée par le couple Aragon-Garaudy, impose sa ligne, celle de « *l'humanisme total* ». Après avoir, un court laps de temps été freinée par un courant que je qualifierais de *Néo-Centrisme* (Marchais-Sève), courant dominant dans le parti jusqu'à Robert Hue, ce courant s'impose aux directions qui se succèdent depuis.

Pourquoi parler d'un « *Néo-Centrisme* » ? : Si le **Centre du Courant Social - Démocrate** est représenté par Karl Kautsky en Allemagne, ou Jules Guesde en France, le **Centre du Courant Communiste** est représenté, lui, par **J. Staline** et tous les leaders des partis communistes de sa période de gouvernance, donc pour la France : Maurice Thorez.

Le *Néo-Centrisme Communiste* est donc séparé du Centrisme pur par la période de droitisation que met en place le Khrouchtchévisme en URSS, ou le Rochetisme en France, il est une *tentative de refonder une orthodoxie*, pour contrebalancer la crise que connaissent les organisations communistes, suite à la crise du stalinisme, mais aussi au remodelage économique de l'après-guerre.

Mais c'est une *orthodoxie* qui n'est pas de *nature idéologique*, seulement de *fidélité à un camp*, le fameux « *campisme* » (dont à parlé Daniel Bensaïd dans son ouvrage sur « les trotskismes », car ce point de vue a aussi traversé cette sensibilité de la vie politique). Comme ce Néo - Centrisme, qui n'a pas de consistance propre, exceptée en économie où il a essayé de conserver quelques principes (C.M.E), s'est effondré sur lui-même (au moment de la seconde période de la direction de G. Marchais, puis de la chute de l'URSS) ses intellectuels organiques se sont convertis aux thèses de la Droite ; surtout dans les années 90, après la chute du bloc socialiste. Les valeurs de l'aile droite ont donc été réintroduites aujourd'hui subrepticement notamment derrière le slogan : « **L'Humain d'Abord** ».

Cette analyse est bien « **Communiste** » en ce sens qu'elle est *collectiviste* et *égalitaire*, dans les attributs qu'elle fixe au sujet de droit. D'autre part, avec l'aile social-démocrate du courant communiste, *elle correspond aux nécessités de la phase actuelle de domination du capitalisme et de l'impérialisme*. Les deux stades, républicain et social-démocrate, n'ayant pas d'un point de vue communiste produits tout leur contenu égalitaire.

Le Républicanisme de Gauche et toutes les tendances qui lui sont liées est ainsi à l'origine de la stratégie communiste dite de **Front-Populaire**.

Qu'est-ce que le Front-Populaire :

C'est l'alliance de la Gauche Républicaine avec le Centre (et une partie de la gauche) de la social-démocrate ainsi que la Droite du courant communiste (et une partie de son Centre). Le **Front- Populaire** met au centre de son dispositif idéologique, *l'idéal républicain du sujet de droit*, y compris le droit de propriété. Le Monopole y étant combattu comme une perversion du droit de propriété, puisque l'actionnaire s'y comporte moins comme un propriétaire, qu'un gestionnaire, un financier, voire un spéculateur.

Partant de *la circulation* et de *la réalisation*, la stratégie de Front Populaire fait du **taux de profit**, le concept central de son analyse, ceci à travers la valorisation du concept de *péréquation des taux de profit* de Marx. Ce concept permet de fixer la possible existence d'une égalité des sujets économiques entre eux sur le territoire national comme à l'échelle internationale.

Il permet donc de fixer les conditions du *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*. A penser l'existence de certains Etat-Nations comme forme de résistance à l'impérialisme quand ce dernier met en œuvre cette péréquation. Le Pillage des pays sous-développés se faisant par transfert de richesses au profit des pays dominants (impérialistes), mais aussi de mains-d'œuvre qui diminuent les coûts de production dans les métropoles impérialistes. Dans ce cadre, les salariés des métropoles capitalistes bénéficient de possibles niveaux de rémunérations supérieures aux lois du marché mondial.

Cependant ces mêmes salariés sont eux-mêmes exploités par leurs classes dominantes, ils produisent eux aussi de la Plus -Value. Donc on ne peut s'en tenir là, il convient aussi de s'interroger sur les conditions de reproduction de leur force de travail, tout comme sur la source de la richesse qu'ils engendrent par leur exploitation et que l'on mesure au moyen du taux de plus value.

Reproduction de la force de travail et taux de plus –value sont deux concepts qui vont forcer le passage du Républicanisme de Gauche vers le Socialisme, en obligeant les forces progressistes à s'atteler à la réalisation des valeurs portées par le **Social-Démocratisme**, qui débouche lui sur la seconde stratégie : **Le Front-Unique**.

Pour l'histoire (2) :

Pour en rester au Front Populaire, deux catégories incontournables pour tout communiste en absolutisent le moment de réalisation, comme stade contemporain (Mais il reste à analyser comment la Gauche Communiste, peut résoudre cette question de son point de vue) : *la question des genres* et *l'exterminisme de masse*. La question des genres, catégories pré-républicaines, oblige à la mise en œuvre de ses principes (ex : l'égalité des sexes, ex : l'égalité territoriale, ex : l'égalité ethnique, communautaire, religieuse, l'égalité linguistique etc.) l'idée d'un droit naturel apparaît comme la solution à cette question. Mais surtout et au delà de tout, *l'exterminisme de masse*, mis en œuvre dans les camps de la mort fascistes ou nazis, mais pas seulement. Ces réalités historiques absolutisent les droits fondamentaux de l'être humain, puisque le projet fasciste et surtout nazi consiste à ramener ceux qu'ils jugent « impurs » à un

état pré-humain, réduit à des rapports d'animalité bestiale, où la vie d'un être humain n'a pas plus d'importance que celle « d'un animal, ou d'une plante », le massacre généralisé devenant la norme de ces camps.

Plus que la relecture de l'histoire, qui voit dans le Républicanisme le réceptacle naturel de toute l'évolution de la civilisation d'une société. Exemple pour la formation sociale française : Vercingétorix, premier des résistants, Clovis premier unificateur du royaume, Jeanne d'Arc première militante populaire luttant contre le féodalisme et le parti de l'étranger, pour imposer une monarchie nationale, anticipatrice d'une république unifiée etc. ; etc. ; Autrement dit, tout ce qui a fait la joie du corps professoral de la seconde et troisième république, laïque et républicaine, plus que tout cela, c'est sans doute à cause de ces deux catégories (la question des genres, et l'exterminisme de masse) que les communistes se sont ralliés à l'obligation d'un stade de Front-Populaire, défenseur du sujet de droit, comme moment indépassable d'évolution vers le Communisme.

Qu'est-ce que le Front-Unique :

Le Front-Unique est la stratégie du Centrisme Communiste et de la Gauche social-démocrate :

Le **courant centriste du communisme** fait, lui, de l'**Egalité de la reproduction de la force de travail** son crédo idéologique. Pour cela il surveille les conditions de répartition et d'affectation la permettant. Il a donc tendance comme la social-démocratie de gauche, les deux puisant leur référentiel dans le Social-Démocratisme, à voir dans la puissance extra-privée (puissance publique, associative, coopérative etc.), le moyen par lequel la force de travail peut échapper aux lois du marché. Mais on voit ici où se niche **la différence** entre tendance de **gauche de la social-démocratie** inspirée par **la Fraternité** et tendance **centriste communiste** inspiré par **l'Egalité**, bien que les deux se nourrissent à un même corpus théorique : **le Social-Démocratisme**. L'une se réfère à des principes ou valeurs pré ou post-marxiste du Social-Démocratisme, l'autre essayant d'y codifier une orthodoxie d'origine marxiste.

Dans le premier cas il s'agit très souvent d'une justice sociale déconnectée de l'acte de la production et donc de la loi de la valeur, par exemple dans le modèle social-démocrate de l'Etat social de Beveridge (Angleterre), la force de travail est maintenue à flot comme force possiblement exploitable, par le biais d'une justice sociale via l'impôt. Alors que dans le modèle de la sécurité sociale française, la force de travail est directement reliée au mouvement du capital et à sa capacité d'en élargir l'assise d'accumulation (au moins dans sa forme primitive, que les réformes successives ont cherché au contraire à rabattre sur le modèle de gestion de la social-démocratie, au mieux, mais aussi le modèle républicain de droite, d'où le fait que nous ayons aujourd'hui une sécurité sociale, largement déformée, contraire aux intentions d'origines). La stratégie phare de l'aile centriste de notre mouvement c'est normalement Le Front-Unique, alliance du Centre de la Fraction (parti) communiste et de la Gauche de la social-démocratie, dont il est historiquement issu.

Le **Centrisme Communiste** fait du **Socialisme un Mode de Production**, autrement dit un système qui a une finalité propre et donc une cohérence propre de corpus. Par l'étatisation Républicaine, le sujet de droit devient une personnalité publique et collective, il le devient également économiquement, en ce sens que si toute l'activité économique échappe à la propriété privée, le sujet économique apparaît comme un sujet non-exploité. Par la

planification qui semble sur ce principe s'opposer au marché, la marchandisation par mise en concurrence semble disparaître, le plein emploi s'imposant. La production des biens du secteur 1, biens de production trouvant naturellement à être employés à la réalisation des biens du secteur 2, les biens de consommation. Dès lors la production de biens et services peut être considérée comme production hors marché où les individus viennent chercher hors rapport marchands, dans les entrepôts, au moyen d'une monnaie devenue simple unité de compte, des objets d'usage que le temps rendra abondants. La force de travail échapperait ainsi à l'exploitation, notamment au moyen de sa reproduction socialisée par planification.

C'est cette représentation du fonctionnement de l'économie soviétique qui permet de dire à Staline qu'il n'existe plus de classes sociales en URSS (*textes de 1936 et de 1939*) car il n'existe plus de contradictions antagonistes les produisant. Seules 3 catégories sociales amies survivent : les *ouvriers*, les *paysans* et les « *intellectuels* ».

Là aussi, comme sous le Républicanisme, Le Social-Démocratisme peut prétendre à la fin de l'Histoire. Il n'y a plus de contradictions de classes, seulement des contradictions de catégories sociales. Elles n'ont plus de caractères antagoniques, plus de surdétermination de nature économique, seulement de nature psychologique ou sociologique.

Le modèle social-démocrate du Social-Démocratisme intégral, tel qu'il a pu s'observer surtout en Europe du Nord, un peu en Angleterre ou en Allemagne à la fin de la seconde guerre mondiale, prétendait lui atteindre la socialisation en s'attaquant autant aux conditions de production que de consommation, aux moyens d'actions sur l'affectation (les lois sociales) et sur la répartition (l'impôt). A la différence de la problématique communiste qui voit la résolution des contradictions dans la disparition de l'un de ses pôles, cette vision de la gauche social-démocrate considérait au contraire la conflictualité comme le moteur de la dynamique sociale, une dynamique sans cesse à déplacer dans le temps comme dans l'espace. C'est parce qu'elle a estimé que le pôle de la bourgeoisie était devenu injustement traité par une trop grande pression socio-sociétale (notamment via les impôts), que la Social - Démocratie (à ne pas confondre avec le Social-Démocratisme) s'est largement rattachée, via son aile droite, au social-libéralisme.

L'exception « *eurocommuniste* », a été représentée par le cas français et italien. Les 2 partis communistes ont joué dans l'après guerre, les objets d'un arc central de mise en œuvre du Social-Démocratisme, mobilisant leur aile droite et en partie leur centre. Ceci a permis d'imposer un modèle de socialisation moins basé sur la redistribution institutionnelle (l'Institutionnel français comme italien n'y étant pas favorable, à la différence des Etats Sociaux – Démocrates d'Europe du Nord) que sur l'organisationnelle. Autrement dit, de faire intervenir des formes non étatiques, plus souples et moins formellement liées aux exigences du capital (Sécurité Sociale, Assurances Chômages, Mutuelles, etc.). Or ce type d'organisations est l'archétype du projet Social -Démocrate, qui reproche à l'étatique son trop grand formalisme et ses logiques bureaucratiques.

En quoi peut-on caractériser la période de gouvernance *Marchais-Brejnev* de **Néo-Centriste** ? Nous l'avons vu la première droitisation poststalinienne ne remet pas en cause la représentation du stalinisme qui considère que c'est sous le stade de l'Etat Socialiste que la conflictualité des classes disparaît, par une modification du statut de la force de travail.

Pour l'histoire (3)

J'ai déjà montré que des ouvrages écrits bien après la mort de Staline continuent de valoriser les concepts clefs, c'est notamment le cas d'un ouvrage écrit en 1963 par Georges Cogniot : « **Qu'est-ce que le Communisme ?** », qui reprend la thèse centrale, cœur du dispositif stalinien de la simple existence sous le socialisme de catégories sociales amies : les *ouvriers*, les *paysans*, les « *intellectuels* ».

Se trouve également maintenu, la prééminence accordée aux forces productives sur les rapports de production, et la dialectique hégélienne de leurs transformations mécaniques [« à un certain stade de développement » comme ils disaient à l'époque] de l'un vers l'autre - les forces productives parvenues à un certain stade « obligent » à la transformation des rapports de production - ces mêmes rapports de production qui sont souvent réduits aux seuls rapports de propriété. D'autres thématiques comme la neutralité des sciences et des techniques sont elles aussi maintenues et leur cortège de divisions sociales et de divisions techniques du travail, devenant des rapports « naturels » de l'évolution sociale.

20 ans (!) après La mort de Staline, en 1973, dans un ouvrage des éditions du Progrès « *Initiation au matérialisme dialectique et matérialisme historique* » les mêmes thèmes sont présents chez Spirine et Yakhot, deux auteurs russes. Autrement dit, tant dans la première droitisation, que dans le rétablissement d'une certaine « orthodoxie » par les Néo-Centristes, rien n'a été modifié de la trame de fond des *valeurs du stalinisme* comme forme d'expression *communiste* du **Social-Démocratisme**. Seuls les excès répressifs ont été condamnés.

C'est pourquoi, contrairement à ce qu'affirme le courant néostalinien, ce n'est pas principalement chez Boukharine, que les khrouchtchéviens piochent leur argumentaire de « droite » mais bel et bien dans la déviation de droite exprimée en toutes lettres dans les œuvres mêmes de Staline !

Déviation de droite conduisant à l'expression d'un Centrisme communiste que représente le stalinisme vis à vis du léninisme.

Qu'est-ce que le Néo-Centrisme ?

Le **Centrisme Communiste** avait affirmé la prééminence de l'Etat sur la classe, mais il ne méconnaissait pas la classe. Il en faisait simplement un sujet public, non seulement par sa citoyenneté mais également en économie, par l'existence d'une généralisation du statut d'agent de l'Etat. La société civile se retrouvait donc totalement absorbée dans l'expression publique de la reproduction d'ensemble du système, mis en œuvre par la planification. Par là la force de travail, dans sa reproduction même, perdait son caractère privé.

C'est la même prééminence accordée à la **défense de l'Etat** (et donc à son personnel) sur la prééminence accordée **à la classe**, qui conduit à la tentative de mise en œuvre **d'un néo-centrisme**, mais ici il n'est plus question d'accorder au secteur public la capacité d'extraire la force de travail du rapport privé de sa mise en exploitation.

L'exemple le plus flagrant de cette ligne est représenté par *Georges Marchais*. C'est lui, G. Marchais, qui a porté l'idée de *l'abandon de la Dictature du Proletariat*, autrement dit le renoncement de ce qui doit assurée à cette classe le pouvoir réel dans la société. Dès lors tout était en place pour que le P.C.F ne soit plus un parti ouvrier, ce qu'il est largement devenu aujourd'hui. Nous avons appris par des confidences d'anciens responsables du parti de

l'époque, que cette idée il la portait en lui depuis très longtemps, ce que nous ignorions à ce moment là.

Il abandonnait donc le cœur « révolutionnaire » de la doctrine, qui assure à la classe, les moyens de sa libération par son hégémonie, faisant par là retour à la première droitisation poststalinienne. Cependant que constatant les conséquences d'un « Eurocommunisme » devenant de plus en plus défavorables aux partis communistes occidentaux, puisque cette stratégie qui a pour finalité d'accorder à la politique la primauté sur le politique, finit par donner aux partis socialistes le pouvoir réel, au nom de la mise en œuvre des seuls stades du Republicanisme et du Social-Démocratisme. Dans un mouvement pendulaire, Il décidait au moment de la crise afghane, de réaffirmer depuis Moscou (!), son soutien à « L'Etat » soviétique. Autrement dit, son soutien au personnel et aux dirigeants qui le font fonctionner.

Dans une interview récente le leader Est-allemand *Egon Krenz* déclarait « nous ***n'avons pas produit d'analyse de classe de notre échec*** ». Effectivement, les dirigeants de tous ces pays mais aussi les partis communistes de ces pays, n'ont pas produit d'analyse de classe de leurs échecs respectifs, car pour ce faire, il aurait fallu qu'ils produisent une ***analyse réelle des statuts, fonctions et rôles de leur groupe dirigeant*** à la fois dans l'appareil d'Etat, mais aussi dans leur appareil productif, ce à quoi ils ne tenaient absolument pas.

In fine, sur quel point solide pouvaient-ils s'appuyer pour développer une telle stratégie, sur le dernier des dirigeants politiques qui utilise encore une problématique marxiste pour analyser le socialisme : Staline. Il n'y avait donc pas besoin d'analyser les classes dirigeantes de l'Europe de l'Est, car des classes dirigeantes il n'y en n'avait plus, seulement des « intellectuels », c'est ce que Staline en bon social-démocrate avait déjà affirmé pour les absoudre par avance.

Et les partis communistes occidentaux, en particulier le plus droitier d'eux tous (à égalité avec le parti autrichien), le P.C.F, ***qu'est-ce qu'il l'a jamais empêché de produire une analyse de classe de ces formations sociales ?***

Une même raison, prenant sa source à la même origine (Staline). Ne pas produire d'analyse de classes de ces systèmes lui a permis de ne pas s'interroger sur les effets des pratiques bourgeoises supportées par ses propres militants délégués dans l'institutionnel de l'appareil d'Etat capitaliste à l'Ouest. Le P.C.F en évitant de se fâcher avec les partis frères de l'Est, évitait lui-même de se voir renvoyer la question de sa propre pratique dans les institutions capitalistes.

Quels effets ont sur le militant de base, sa présence sur une longue période dans l'appareil institutionnel d'Etat ? Pouvait-on dire à l'époque, où on se préoccupait encore du rôle de la classe ouvrière, qu'il était, s'il l'était, ouvrier (d'origine) encore ouvrier dans les missions qu'il mettait en œuvre dans le cadre de l'appareil d'Etat. Non, bien sûr, car s'interroger sur le pourquoi d'un tel phénomène aurait reposé la question centrale du : Pourquoi dans la doctrine communiste, il est affirmé que l'appareil d'Etat doit disparaître !

Et donc reposer obligatoirement la question de la Dictature du Proletariat, qui est au cœur du dispositif pratique pour aboutir à un tel résultat. Autrement dit poser la question du pouvoir réel de la classe vis-à-vis du Parti et de l'Etat.

*Qu'est-ce que **Le Classe contre Classe** :*

La dernière tendance du Communisme est celle de sa **Gauche**, elle est celle du stade stratégique du **Classe contre Classe**, elle est celle qui exprime non plus l'Egalité du sujet de droit, ni non plus celle de l'Egalité du sujet économique (reproductif de la force de travail), mais **l'Egalité du sujet productif**, un sujet qui fixe les prémices et conditions économiques de : la circulation-réalisation, et de l'affectation-répartition. Elle est celle de la tendance à vouloir régler la question *de la division technique et la division sociale du travail*. Sans ce dernier stade, le progressisme est un progressisme de délégation de pouvoir, un républicanisme ou un socialisme de l'« instance » fixant et justifiant la politique comme résultant de **l'Institutionnel** (Républicanisme) ou **l'Organisationnelle** (Social-Démocratie), alors qu'elle relève tout autant du **collectif productif**.

Si nous voulons en finir avec l'Institutionnel, avec la délégation de pouvoir, il faut arriver à produire un citoyen qui ait les compétences de l'exercice de toutes les techniques qui justifient tous les pouvoirs. Et si nous voulons rendre aléatoire l'Organisationnel, c'est à dire ne pas le lier aux seules qualités biologiques, psychologiques ou sociologiques des individus, afin de rendre interchangeables ses animateurs, nous devons tendre à produire un actif productif ayant les capacités d'être : « tantôt chasseur, tantôt pêcheur, ou tantôt peintre » comme Marx le décrit utopiquement dans son stade communiste (un communisme développé qui serait par là même miroir du communisme primitif). Il faut qu'il en maîtrise les possibilités techniques. Car *la technique est politique*, il n'y a même **rien de plus politique que la technique**.

On voit donc que sur nombre de thématiques politiques, nous devons nous opposer au corpus stalinien et à ce qui en fait le cœur du Centrisme Communiste comme soutien au Social-Démocratie. Ce corpus est encore massivement maintenu dans le P.C.F actuel, ceci à son corps défendant, et bien qu'il pense qu'il a totalement rompu avec lui, en ayant fait un plein retour au sujet de droit du stade Républicain. C'est ainsi, qu'au nom des droits de l'homme, il n'est plus question d'avoir quoi que ce soit avoir avec le stalinisme. Et plus fondamentalement encore, il n'est plus question de faire disparaître l'Etat, puisque c'est au moyen de l'Etat que s'exerce le droit. Il faut juste le « démocratiser » [l'arlésienne et le maître mot de tous les droitiers : « démocratiser »]

Pour l'histoire (4)

Le Classe contre Classe est la stratégie qui a été mise en œuvre après une période dite de « **bolchévisation** », la bolchévisation 1925-1927, le Classe contre Classe 1927- 1934, je pense qu'il faut lier les deux et parler d'un bloc 1925-1934. Ce bloc est **le trou noir de l'histoire du parti**, il est celui que nous connaissons le moins bien et celui qui a été *le plus caricaturé*. Les dirigeants qui se sont succédés ont tous été démis de leur fonction, n'apparaît plus à la fin qu'un seul individu, qui devient le héros d'une histoire rétroactive : Maurice Thorez. Si l'on cherche à trouver des informations sur cette période, en particulier sur les réseaux sociaux, seuls deux catégories ont voix au chapitre, les partisans du Centrisme (Staline, néo et post-staliniens) et surtout les partisans de Trotski qui sur le sujet sont inénarrables (apparemment ils ont une dent contre cette stratégie, c'est le moins qu'on puisse dire).

Que nous a-t-on laissé dans l'histoire officielle du parti comme souvenirs de cette période. D'après le Manuel de formation réalisée sous la supervision de Jacques Duclos au tournant

des années 60, durant cette période ce serait le gauchisme et le sectarisme qui y auraient régné en maître. Mais le manuel a une façon très particulière de présenter le sujet. Si **le Classe contre classe** est une stratégie sectaire c'est que les responsables politiques qui la portent sont sectaires ! Autrement dit l'analyse politique de la psychologie des individus remplace l'analyse politique de la ligne stratégique suivit.

Il n'y a pas eu de critique marxiste de cette ligne par le P.C.F simplement un effacement, le Front-Populaire a été substitué au Classe contre Classe. Quant au Front-Unique, il a disparu des radars communistes (pour ne plus être invoqué que par une fraction de la gauche social-démocrate, surtout les trotskistes), en fait pour la majorité des communistes, nés de la gauche social-démocrate, le Front-Unique n'était pas l'expression d'une stratégie mais le résultat naturel de leur existence. Seuls le Front-Populaire, en s'ouvrant aux Républicains de Gauche ou le Classe contre Classe en réduisant l'actif à son statut d'exploité ou non, constituaient de véritables stratégies.

La question de la défense de l'« Etat » Progressiste :

En partant des 3 stades du Progressisme, quelle doit être l'attitude d'un communiste face à l'existence d'un Etat-Nation.

Républicanisme comme Social-Démocratisme, les deux premiers stades de la période historique du progressisme règlent-ils toutes les questions de la doctrine communiste ? On voit bien que non. Au regard de quoi doit-on les apprécier ? Au regard de la finalité historique de la doctrine que nous revendiquons : le Communisme. Mais aussi, au regard des pas que ces Etats ont franchi dans leur progressisme et de ce qu'il leur reste à faire.

Si l'on considère que le Républicanisme et le Social-Démocratisme sont des stades qui se justifient en eux-mêmes, à quoi bon un stade Communiste ?

Si l'on applique aux Etats progressistes, surtout les Etats à direction communiste, les seules vertus des deux premiers stades du progressisme, en quoi peut-on dire qu'on avance bien dans la direction d'une résolution communiste des contradictions historiques des sociétés de classes ?

Si l'on considère que L'Etat-Nation est un stade de développement indépassable, de quoi a-t-on besoin ?

D'une pleine application de l'Egalité Républicaine, de l'Egalité du sujet de droit.

Si l'on considère que L'Etat social est aussi un Etat indispensable et donc indépassable, de quoi a-t-on besoin ?

D'une extension des prérogatives de l'Etat, fixant les conditions d'une possible reproduction de la force travail, Etat collecteur et redistributeur, mais aussi mise en place d'organisations (sécurité sociale, associations, coopératives) faisant surgir le social comme une réponse naturelle de la collectivité dans sa recherche d'une désétatisation de l'évolution du progressisme.

Le Communisme moderne, le communisme marxiste, fixe les conditions de sa réalisation dans une disparition des classes sociales et une disparition de l'Etat.

Pour qu'il y ait disparition de l'Etat, il faut que les catégories professionnelles qui le font vivre disparaissent.

Les Communistes libertaires et les communistes des Conseils disent :

« disparaissent immédiatement ».

Ceux d'inspiration léniniste, répondent :

« disparaissent par extinction ».

La non résolution de cette contradiction centrale, s'est historiquement traduite par la lourde erreur de confondre le **stade nécessaire** de la *Dictature du Proletariat*, avec le stade de *l'Hégémonie Ouvrière*, autrement dit de confondre le premier moment du socialisme nécessitant la présence de l'Etat avec son second moment nécessitant son déclin.

Une Dictature est d'Etat, la Dictature du Proletariat est celle de l'Etat socialiste, elle s'impose comme une nécessité antinomique à la Dictature dites de la « Bourgeoisie » expression de l'Etat capitaliste sous lequel nous vivons aujourd'hui.

Ici aussi, il s'agit d'un mauvais concept car la catégorie opposée à Proletaire est Capitaliste, les deux font référence à des sujets de droit (Républicanisme). Sans droit de propriété : Proletaire, ou, avec droit de propriété : Capitaliste.

C'est donc la Dictature du Proletariat qui s'oppose à la Dictature des Capitalistes.

Donc, la *Dictature est d'Etat*, elle implique l'utilisation d'un appareil répressif d'Etat et l'utilisation d'une législation fixant les conditions du sujet de droit comme du sujet économique, elle utilise pour cela des catégories spécifiques chargées de « sécuriser » et de « reproduire » la force de travail. Elle correspond au stade du Républicanisme démocratique « la démocratie avancée » et à la mise en place de la première partie du Socialisme.

Cette dictature a été confondue avec l'Hégémonie de la Classe Ouvrière confrontée, elle, à une Hégémonie de la Bourgeoisie, contradiction que doit résoudre le stade du deuxième moment du Socialisme. Pour cela il s'agit de faire disparaître, « s'éteindre » : statuts, fonctions et rôles des agents économiques qui vivent de l'exploitation de l'autre partie de la population. Le socialisme, stade contradictoire, débouche donc après résolution de ses deux premières phases, sur un **Communisme, nouveau Mode de Production**, Caractérisé par une **société sans classes et sans Etats**.

Comment cette déviation mortelle s'est-elle imposée ?

Ceci a été possible parce qu'on a considéré que le Communiste arriverait rapidement derrière la première phase du socialisme, or si le Socialisme est d'Etat, le Communisme est lui sans Etat. Donc Dictature du Proletariat et Hégémonie de la Classe Ouvrière se sont superposées dans l'esprit des révolutionnaires, parce qu'ils considéraient qu'il faudrait peu de temps pour passer au Communisme.

C'est pourquoi, les bolchevicks ont accepté d'appeler « *Communisme de Guerre* » la période post- révolutionnaire qui a vu la fonction de la monnaie disparaître, la saisie et la

redistribution en nature des biens remplacer le marché. L'imposition de la démarchandisation allait pour eux déboucher sur un communisme de l'anti-marchandise, où chacun selon ses besoins pourrait venir piocher dans les entrepôts. D'autre part l'Etat ayant explosé, ce sont largement des ouvriers (anciens soldats) qui se sont vus proposer d'exercer les fonctions d'agents de l'Etat destinés au maintien de l'ordre et à l'administration.

Cependant très vite, l'Etat a été reconstruit sur le modèle traditionnel et donc sur des techniques issues de l'organisation et de la division du travail capitaliste de l'appareil d'Etat. La même division technique que dans l'Etat capitaliste a été remis en scelle. L'armée, la police, la justice ont été reconstruites sans aucune préoccupation pour un éventuel déclin de l'Etat. Ce qui s'est maintenue c'est la Dictature du Proletariat, et ce qui a été oubliée, effacée, c'est l'Hégémonie de la Classe Ouvrière.

C'est pourquoi, il ne faut pas confondre les prolétaires (les non propriétaires des moyens de production) et les exploités (où « ouvriers ») car se battre pour la D.D.P, c'est se battre pour un Etat, un Etat Socialiste, et se battre pour l'Hégémonie « Ouvrière », c'est se battre pour sa suppression, par son déclin.

En effet si prolétariat signifie agents économiques non-propriétaires, alors le fonctionnariat et le personnel du secteur public en font partie, y compris leur ligne hiérarchique y compris donc les cadres et les directeurs des administrations et des entreprises publiques. Or en maintenant une ligne hiérarchique, et des technologies issues du mode de Production capitaliste, on maintient la Division du Travail sous la coupe du capitalisme et *on transforme les nationalisations en capitalisme d'Etat.*

Cela, c'est la première définition du Capitalisme d'Etat, celle que décide de retenir Boukharine et ses camarades de la revue « komunist » quand ils décident de s'opposer à Lénine, et son idée de rétablir une direction unique de l'entreprise et la ligne hiérarchique qui lui est afférente. (Kollontaï et ses camarades de l'Opposition Ouvrière lui adresseront un reproche similaire au moment du 10ème Congrès).

Mais il y a une seconde définition du capitalisme d'Etat. Car même si la nationalisation est totale, si toute la propriété est publique (ce qui ne sera jamais le cas en URSS), elle ne met pas fin à la loi de la valeur, le marché continue d'exister à l'extérieure de la Formation Sociale (et aussi à l'intérieur de celle-ci, par l'existence de coopératives voire de propriétés privées ce qui fût le cas en URSS, formes juridiques « privées » qui imposent la loi de la valeur).

Il y a donc une double nature de la valeur des biens et services entrant dans la reproduction sociale de la force de travail, au moyen de l'Etat producteur, de biens et de services marchands ou non. Une partie de ceux-ci proviennent de rapports marchands dus au commerce extérieur, l'autre au marché intérieur. Le marché extérieur, par réciprocité de valeur du commerce à l'échelle internationale oblige l'Etat Socialiste à entrer dans la logique d'une égalisation des taux de profit (péréquation) et donc oblige l'Etat-Nation socialiste à exporter des produits marchandisés. D'autre part, toujours pour reproduire la force de travail, l'existence de rapports marchands internes à la formation sociale, empêche la monnaie de devenir une pure unité de compte, reflet d'une Comptabilité Nationale planifiée qui échapperait purement et simplement à la loi de la valeur. D'où ce qui en résulte, notamment pour les ouvriers des entreprises publiques, la distribution de salaires, ce qui n'est jamais le cas pour des fonctionnaires, qui perçoivent eux des traitements fruits des impôts nationaux.

Donc comme les activités de ces derniers ne sont pas rémunérées par un salaire mais par un traitement, que ces traitements sont issus d'une partie des profits réalisés sur le dos des exploités des entreprises publiques (si toutes les entreprises ont été nationalisées), via l'impôt, L'Etat socialiste joue le rôle de « « capitaliste » privé exproprié » suivant la formule de Lénine reprise par la Gauche Communiste (Historique).

L'Etat prend la place de l'ancien exploiteur, il socialise via l'impôt, une partie des profits pour en faire un budget d'Etat, qu'il utilise entre autre pour payés les fonctionnaires. La reproduction d'ensemble de la force de travail (scolarité, santé, loisirs etc), y acquière une autre qualité que celle qui à lieu par l'Etat Capitaliste, car elle présente un caractère social renforcé. Cependant si sa reproduction prend un caractère social de nature publique, par *l'existence d'un fonctionariat* et d'une *ligne hiérarchique de commandement des entreprises d'Etat*, fruit de la division technique et sociale du travail, elle n'a toujours pas un caractère collectif de propriété commune.

La conflictualité sociale se maintient donc sous le socialisme. Reste à savoir s'il s'agit d'une conflictualité antagonique ou non. Staline considère que sous l'Etat Social - Démocrate total, il n'y a plus de conflictualité antagonique, et si cette conflictualité a disparu c'est que l'économie socialiste circulaire planifiée échappe majoritairement à la loi de la valeur, c'est pourquoi le socialisme peut être envisagé dans son autonomie, il devient un Mode de Production. Ce Mode de Production n'est plus constitué de classes sociales, puisque ne règne plus la loi de la valeur, mais seulement des catégories sociales « amies » : les ouvriers, les paysans et les « intellectuels », catégories sociales qu'il impose dans son recueil central « **Les Questions du Léninisme** ».

S'il y a encore des antagonismes, ceux-ci ne peuvent provenir que d'une seule source, une seule contradiction, celle que porte l'extériorité à ce Mode de Production. Extérieur géographique, les pays non socialistes environnants, mais aussi extérieur historique, ceux qui sont encore liés ou veulent rester liés à l'ancien Mode de Production.

Pour Staline, et ceux qui en partagent le point de vue, à partir du moment où le Mode de Production Socialiste devient dominant, il n'y a plus de contradictions puisque ce Mode de Production les a résolues et il n'en contient aucune. Les procès politiques qui auront lieu sont ceux de catégories obsolètes en voie de disparition ou d'individu peu sûrs et trop liés à des formes de représentations qui ne correspondent plus à la situation réelle de l'URSS de l'époque. C'est comme cela que le régime présente ces deniers. La mise en place du socialisme dans ses techniques et ses formes d'organisations est un stade non contradictoire, il ne peut plus y avoir d'antagonisme, seuls les résidus du Mode de Production passé peuvent encore en produire.

Conclusions :

Si la crise du *stalinisme* comme **centrisme Communiste** répond à la crise des différentes formes de **centrisme** de la *social-démocratie* en Occident (Guesdisme, Kautskisme, etc.), c'est qu'il en est une forme particulière d'expression. C'est la forme que prend la *crise du pôle de l'Egalité* quand il ne poursuit pas son automouvement jusqu'à *la remise en cause de la Division Sociale et Technique du travail*, ceci dans la société civile comme dans l'Etat.

La Crise du *Centrisme Social - Démocrate* exprime elle la *crise du pôle de la Fraternité*, qui s'appuie essentiellement sur *la Redistribution*. Notamment sur les politiques d'intervention sociale pour rétablir une certaine *justice sociale* (notamment via l'impôt, mais pas seulement, toute les politiques qui favorisent la reproduction de la force de travail, mais dans une vision qui la déconnecte de sa source « **la production** » et ce qui lui donne, dans la problématique marxiste et communiste une forme particulière, **le salaire** issu d'une **exploitation**).

Ce qui caractérise le social-démocratie, c'est qu'il a tendance à réduire, *le salaire à n'être qu'une forme particulière de revenu*, or ce qui compte pour l'analyse social-démocrate, c'est plus le revenu comme moyen de reproduire la force de travail, que sa source (Provenir d'un travail exploité ou non, être issu d'une forme particulière de division technique et sociale du travail ou non).

Ces deux crises concomitantes du « **Centrisme** » survenues dans le milieu du XXème siècle ont contribué à la mise sur le devant de l'Histoire de *la crise du Social-Démocratie* dans sa totalité, c'est la crise historique de la seconde phase du progressisme. Le Républicanisme entré en crise forte au moment de la première guerre mondiale, ayant basculé majoritairement du côté du conservatisme voire du réactionnarisme, semblait avoir trouvé une issue du côté du Social-Démocratie, celui-ci entré à son tour en crise, se pose aujourd'hui massivement la question vers quoi faut-il se tourner ?

Pour les progressistes authentiques, le seul stade non encore atteint par la crise reste le celui du *Communisme « pur »*, autrement dit, celui de la remise en cause de *la Division technique et social du travail*, à la fois *dans la société civile* et *dans l'Etat*. Il s'agit d'aboutir à l'existence d'une seule classe sociale qui devenue classe dominante deviennent classe régnante. La classe des prolétaires productifs, autrement dit, des non-propriétaires exploités, autrement dit encore, des actifs créateurs d'un surproduit nécessaire à la reproduction élargie du système économique dominant : le Communisme. Mais cette idée présente un grave défaut, elle conduit au gauchisme, à l'affirmation d'une (Egalité, égalité) qui l'isole des deux autres stades du Progressisme, dont les principes de la Majeure « Egalité » ne sont pas atteints.

Les mauvaises solutions :

Pour le point de vue Communiste, celui de l'Egalité, ne s'appuyer que sur sa mineure avec une Egalité « liberté » correspondant au Républicanisme, une Egalité « fraternité » liée au Social-Démocratie ou enfin une Egalité « égalité » liée au Communisme « pur » Ceci conduit à ne s'appuyer prioritairement, que sur l'un des stades. Républicanisme versus Social-Démocratie versus Communisme. Ce qui aboutit à des déviations de types : droitières, centristes ou gauchistes.

Il me paraît que la bonne solution tient dans l'affirmation dialectique du lien qui unit les 3 stades du Progressisme. Autrement dit, d'un point de vue du Communisme : Comment articuler *le sujet de droit* et *la reproduction de sa force de travail* aux *conditions historiques d'un niveau de production*. Mais ici tout est politique, l'individu, sa force de travail et le choix des techniques.

Une controverse programmatique démocratique entre communistes doit donc porter sur ses 3 instances et la façon dont on pense les résoudre pour aboutir au Communisme comme Mode

de Production, autrement dit comme : **société universelle sans classes et sans Etats** (ce qui ne veut pas dire sans **Nations**).

Tout ceci sans tomber dans la dichotomie arbitraire d'un des stades qui représente un danger de déviation.

Les dangers représentés par la déviation de droite :

Tiennent à la *survalorisation* de la **propriété** comme quintessence de la « *personnalité* » l'« *aliénation* » ou dépersonnalisation tient dans la désappropriation de ses attributs.

En faisant porter la contradiction sur la liberté du sujet cette déviation sous-estime le résultat de ses activités. Tout sujet aliéné y devient un sujet exploité.

Le capitalisme aliène la force de travail, il faut le combattre, mais le bourgeois n'a pas besoin d'être remis en cause s'il n'est pas capitaliste, autrement dit, s'il ne dispose plus que de sa force de travail (aliénation) il est forcément un exploité. L'Etat n'a plus besoin de disparaître, le fonctionnaire (« prolétaire » car non propriétaire des moyens de production, sinon comme citoyen) devient un « salarié » « exploité ».

Le collectif ne peut être dans ces conditions que le résultat d'une agrégation volontaire de personnalités qui se heurtent sans arrêts comme des boules de flippers aux arrêtes des moteurs de l'instituant. Autrement dit comment passe t'on du « je » au « nous », comment passe t'on du micro au macro, cette représentation ne peut que rester dépendante du reste de son groupe latéral, du seul Républicanisme, lui-même accroché au libéralisme.

Les dangers représentés par la déviation centriste :

Avec le Centrisme, le Social-démocratie s'impose, autrement dit le collectif est posé comme forme première et non simplement comme un résultat, comme dans le Républicanisme. Ceci est un vrai pas en avant du progressisme. Le collectif est posé sous forme publique « la nationalisation » ou associative « La coopérative » etc., mais là aussi il devient l'expression la plus aboutie des seules démarchandisation et désappropriation. La nature de la production, son caractère productif ou non, n'est pas interrogée. La forme juridique de la structuration institutionnelle suffit seule à justifier l'organisation, les lignes techniques apparaissent comme les produits naturels de la production.

Un exemple, l'analyse Centriste du Communisme, l'analyse dite Marxiste - Léniniste, a fourni une explication de la restauration massive du capitalisme privé dans l'ancien bloc de l'Est. C'est parce qu'il existait toujours un secteur privé dans ce bloc, y compris sous forme mafieuse, en particulier en URSS, que la contre - révolution se serait imposée. Cependant aucune analyse du Capitalisme d'Etat, qui était largement majoritaire, dans ses deux manifestations, n'est utilisée pour expliquer pourquoi celui-ci n'y a pas résisté, et d'autre part, de savoir si ce n'est pas dans le capitalisme d'Etat lui-même que gît la cause de la réimplantation du capitalisme privé. Ceci évite la remise en cause de la haute administration d'Etat et celle des cadres dirigeants et hiérarchiques des entreprises publiques. Pour ce faire, les rapports de production déjà sous évalués vis-à-vis des forces productives sont réduits aux rapports de propriété.

Les dangers représentés par la déviation gauchiste :

La réponse portée par les partisans du *communisme* « *pur* » a été d'affirmer que rester englué dans une problématique étatique républicaine ou social-démocrate ne pouvait que conduire à soutenir l'existence soit : d'une bourgeoisie privée créatrice du capitalisme privé, soit celle d'une bourgeoisie d'Etat créatrice du Capitalisme d'Etat. La solution conduisant comme l'anarchisme le soutien, à souhaiter la suppression immédiate de l'Etat. Deux tendances du Communisme ont été partisans de cette thèse radicale, les libertaires et la Gauche Communiste (Historique) [ceux que Lénine appelle : « Les Gauchistes »]. La vérité, longue à développer [voir le site : **Débat Communiste Ouvrier.wix**] c'est qu'on ne peut pas faire disparaître immédiatement l'Etat, il remplit des missions que les unités de production seules ne peuvent produire. Considérer que les Soviets peuvent se substituer immédiatement à l'Etat et à son administration conduit à des erreurs volontaristes. Cependant c'est bien dans ce sens que l'on doit travailler. Les lieux de production doivent prendre le pas sur les lieux géographiques pour exprimer le suffrage universel politique. C'est le chemin de la déconstruction de l'Etat (et non de sa suppression) qui doit être entrepris.

Annexe :

Que nous apprend la crise actuelle du Progressisme et la réponse apportée par le socialisme de marché pour satisfaire au besoin de marchandises des populations salariées ?

D'abord que le modèle orthodoxe de socialisme d'Etat est entré en crise partout et que la réponse trouvée a été la restauration du marché et de la bourgeoisie capitaliste privée.

Dans le socialisme Ouest- Européen pour les sociétés ayant été le plus loin dans la redistribution sociale et l'intervention de l'Etat, la régression est nette (Europe du Nord, mais aussi ancienne Allemagne de l'Ouest, Angleterre France et Italie).

Dans le socialisme Est-Européen, la contre- révolution a été complète , c'est un système ultralibéral tirant sur le fascisme qui s'est imposé.

Dans le socialisme asiatique, la forme général du modèle centriste communiste a été maintenue mais le contenu a été modifié, une forte restauration du capitalisme privée a eu lieu, avec par exemple dans le modèle chinois la recréation d'une grande bourgeoisie monopoliste. Ce que l'on appelle l'aile gauche du P.C.C est essentiellement représentée par des keynésiens souhaitant offrir les meilleures conditions possibles de reproduction de la force de travail (500 millions de sujets économiques sortis de la pauvreté, recherche d'une société de moyenne aisance), ce qui en fait des représentants du Social-Démocratisme conséquents. C'est bien, c'est progressiste, mais est-ce suffisant ?

Avoir rétabli les rapports marchands signifie que l'on a retenu les causes de la crise des modèles autoritaires imposant une planification tenant peu compte du choix des consommateurs.

Pour construire des chars d'assaut ou des machines outils, le besoin via l'efficace est plus présent que le désir. Mais pour choisir une paire de chaussures, on voit à quel point dans les économies développées le désir a suppléé le besoin.

Dans le socialisme de marché, Il ne s'agit plus de sortir de la loi de la valeur, on ne peut plus en sortir, car tout salarié, tout travailleur exploité est aussi un consommateur (Social-Démocratisme), il veut du choix, autrement dit entre deux objets (biens ou services) il veut

pouvoir en disqualifier un. Et celui qu'il disqualifie a été lui aussi le produit d'un travail exploité, donc d'une mobilisation de valeur qui ne trouve pas à se transformer en satisfaction. Ce gâchis de marchandise, comme il existe un gâchis de capital, doit être mesuré si on veut qu'il ne se reproduise pas sur une longue période. Il convient de changer en permanence de biens et de services pour satisfaire les besoins et leurs formes plus ou moins aliénées dans des désirs (souvent peu et mal distinguables des besoins. J'ai besoin de me déplacer, mais je désire utiliser un produit particulier pour le faire, lequel ?).

Ce qu'il faut c'est remettre en cause la division du travail pour produire la société du surplus qui nous permet de nous reproduire et élargir nos conditions d'existence. Marx l'a très bien montré on est sortie de la civilisation de la nécessité par son mauvais côté, par une accentuation la division du travail et en allant jusqu'à la perte des attributs de la condition humaine : l'esclavage, le servage et aujourd'hui l'exploitation, c'est comme cela que les êtres humains ont imposé la permanence d'un surplus les faisant échapper au règne de la nécessité.

Avoir constitué une classe ouvrière en Chine n'a pas été le fruit d'une liberté du marché, mais le résultat d'une décision politique utilisant à son profit la liberté du marché. Il faut se diriger maintenant vers un système généralisé d'exploitation, autrement dit vers la disparition de la bourgeoisie (qui est la classe antagoniste qui profite de l'exploitation) pour ne plus obtenir qu'une seule classe sociale. cette dernière faite de non-propriétaires privés, mais pas de non-décisionnaires, doit imposer la nécessité d'une propriété commune (issue de la propriété publique, coopérative, associative ?) et une remise en cause de la division du travail en essayant de produire un travailleur multitâches.